

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 TÉLÉPHONE  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.....	18	37	75
Union Postale.....	21	43	85

 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Une visite à Léon XIII

Vous connaissez le mot que Benjamin Constant prête au nonagénaire archevêque de Paris M. de Bellay, à qui Napoléon I<sup>er</sup> venait de dire qu'il vivrait bien un siècle :

— Pourquoi Votre Majesté veut-elle que je n'en aie plus que pour dix ans ? En allant voir à Rome comment Léon XIII inaugure gaillardement sa quatre-vingt-dixième année, ce qui m'inquiète, ce n'est pas l'étonnante jeunesse du grand vieillard qui nous enseigne à vivre longtemps, en travaillant beaucoup dans la sagesse et dans la paix ; c'est la non moins étonnante vieillesse d'un grand pays qui ne sait plus, par la modération des luttes et par la trêve des partis, renouveler sa jeunesse. Au fil des pensées sombres que nos tristes actualités engendrent, je me laisse emporter par l'express vers cette Rome idéale qui me réveillera dans une extase, sans doute. Et je me rends à l'audience pontificale qu'avec une attention toute paternelle Léon XIII s'est plu à m'accorder, dès mon arrivée dans sa ville. Chemin faisant, j'éprouve une émotion bien naturelle à un jeune homme appelé à l'honneur de visiter un tel vieillard.

Depuis un an, je ne l'ai pas revu ; et un an de plus, à son grand âge, n'est-il pas ce *magnum ævi spatium* dont parlent les vieillards de la Bible, qui n'est pas tout atteint à une étape si lointaine ? Mais le Vatican, où on ne compte qu'avec les siècles, est aussi, avec ses portiques de marbre et ses portails de fer, la maison la plus stable que, pour des hommes apparemment immortels, les temps fugaces semblent avoir bâtie au seuil de l'immuable éternité. L'éternité ! voilà bien la note qui se dégage de ces masses géantes que l'œil du voyageur revêt toujours les mêmes, sur cette place San Pietro immense et ronde comme l'horloge de l'infini : la Basilique colossale, où l'homme mesure son néant à son ombre qui passe, et le chrétien sa grandeur à sa durable immortalité ; le Dôme aux paraboliques prodigieuses et toutefois définies, comme le dogme illuminable et pourtant clos qu'il symbolise ; la Colonnade vaste et ronde, comme le cœur du monde qui bat ; et, par-dessus cette forêt de colonnes vieilles et hautes comme des chênes, cette maison des Papes où le dernier de tant d'anciens hommes blancs se surprend, à quatre-vingt-dix ans, à recommencer sa jeunesse, comme un de ces chênes d'autan dont le tronc desséché ne vit plus et dont les branches extrêmes se couronnent de verdure nouvelle, pour bien d'autres printemps. La même impression d'immuabilité me poursuit dans ces mêmes chambres sans nombre que je traverse, où les mêmes crucifix tendent sur les mêmes éruditions les mêmes bras hospitaliers que j'avais baignés autrefois, où les mêmes carrels sonnent les mêmes heures que jadis, où le même maître est assis dans son même fauteuil de bois doré et m'accueille avec ce même geste des longs bras, grands ouverts, comme les bras infatigables d'un opérateur sûr d'un autre, après lui, recueillera abondamment les gerbes.

\*\*\*

— Saint Père !... ai-je à peine l'audace d'exprimer sur une des deux grandes mains froides dont j'embrasse avec amour l'émeraude ; tandis que, l'autre, Léon XIII me fait asséoir à ses côtés.

— Ben tornato !... Bon retour !... a-t-il la bienveillance de me dire, en m'invitant à déposer sur une table voisine les quelques objets que j'apporte. Et moi, avec bien travaillé, depuis votre dernier voyage ?... ajoute-t-il, en me pénétrant de ce regard étonnamment intense où la chaleur du ton fauve se mêle à la froideur du clair acier.

Je ne sais comment déposer dans ses mains de vieillard, apparemment tremblantes, le premier tome in-folio du *Pittirichio* qu'elles saisissent avec curiosité. Mais c'est qu'elles ne tremblent presque pas, ces longues mains ossues, plus blanches que le velin qu'elles retournent prestement. Tout au plus, les petits yeux du vieillard ont-ils besoin que le lecteur rapproche la page ; et ils brillent d'une joie presque ingénuë, à la contemplation des gravures que nos « braves artistes français, ajoute-t-il, ont l'habileté d'exécuter splendidement ». Et, tandis que le Pape incline, sur le livre que je soutiens, sa belle fine tête de penseur dont les cheveux presque tous s'échappent du *zucchetto*, plus blancs que la soie de la calotte en moire blanche, je regarde compatissant émerger de la soutane trop ample un cou si maigre et si menu qu'il me rappelle celui d'un pauvre roitelet mort, un jour, entre mes doigts discrets qui le serraient à peine. Le livre, feuille à feuille, jusqu'à la dernière, est parcouru avec une bienveillance qui me confond. C'est encore une parole d'encouragement, à terminer l'œuvre commencée. Et le livre replacé sur la crédence, la conversation s'engage.

— Et vos affaires, où en sont-elles ? demande Léon XIII avec une préoccupation manifeste.

Nos affaires, Saint Père ? Mais, depuis que je séjourne en Italie, je constate que vos journaux vous en parlent aussi abondamment que les nôtres.

Où ! Et vous constatez ainsi le mal que votre pays fait aux autres, quand il ne leur donne pas l'exemple de l'ordre et de la modération. C'est une des hautes prérogatives de votre grande nation, d'être appelée à marcher en tête de la civilisation ou de la barbarie. Ne dirait-on pas que la France est le cœur du monde, et que les autres nations ne font que se régler aux impulsions heureuses ou déplorables qu'elles en reçoivent ?

Que faites-vous, par exemple, à cette heure, de ce scandale cosmopolite que vous donnez à quiconque vous regarde et vous plaint d'user vos forces nationales à une lutte sans grandeur pour la France chevaleresque, ni profit pour la compatissante Humanité ? Ou est le trait de votre race généreuse, dans cette atroce agression des partis ? Et où sera, pour le monde étonné de vos rivalités intestines, le fruit d'une si longue campagne et d'une si stérile moisson ? Ou sont vos croisades passées ? Ou sont vos Jeanne d'Arc et les grandes voix inspiratrices de votre ancienne France ?

— Précisément, Saint Père, c'est encore une grande voix que nous voudrions entendre dominant la tempête des partis conjurés les uns contre les autres, une voix souveraine, autorisée, respectée, aimée : la vôtre !

— Eh ! qui puis-je vous dire que vous ne sachiez déjà ? Cette malheureuse affaire n'a-t-elle pas trouvé enfin son tribunal ? Bien mieux : non seulement le prévenu a obtenu des juges ordinaires, mais votre Parlement lui prête pour la circonstance des juges exceptionnels avec la Cour plénière et toutes les Chambres réunies. Quelle est la cause qui n'attendrait avec tranquillité, d'un tel lit de justice, les solennels arrêts qui la termineront ? Et cependant, autour de cet appareil grandiose et rassurant de la légalité, vous ne désarmez pas. S'agit-il d'un autre prévenu que l'innocent ou le coupable qu'on introduit ses juges ? Ou si la vraie accusée est la République, elle est maintenant assez grande pour se défendre toute seule. Mais qu'on n'espère pas faire une affaire de religion, de cette affaire de partis. Notre religion, à nous, a déjà consacré, par le silence et la résignation, la juste cause de plusieurs millions de martyrs. A qui le Colisée a-t-il conté ses drames lamentables, qu'on a tout jamais étouffés la poussière des ruines et le pardon des saints ? Notre leçon est, avec notre Maître, au Calvaire. Heureuse la victime que Dieu reconnaît assez juste pour assimiler sa cause à celle de son propre Fils sacrifié ! Que nous servirait-il même de connaître son nom : nos martyrologes sont pleins.

— Saint Père, l'école où vous nous invitez n'admet que des héros. Aussi bien, quiconque n'a pas le courage d'y entrer, pour son compte, n'aurait rien de mieux qu'à faire silence autour d'elle. Dans ce silence respectueux des partis volontairement désarmés, la justice des hommes prononcerait plus consciencieusement sa sentence. Et quand même elle se tromperait, le Calvaire ne domine-t-il pas encore le Prétoire, et la croix de Jésus la table de Justice, comme un enseignement plus grand que les plus éloquentes plaidoiries de ce bas monde ? Mais ceux qui accepteraient jadis de monter aussi haut furent, disons-nous, des héros. Et d'être des héros, aujourd'hui, nous n'avons plus l'âge. Les planches où crier nos vertus d'histriens nous vont mieux, hélas ! de carrefour que nous sommes !

— Mais vous avez au pouvoir un homme, reprend Léon XIII, sur l'énergie duquel les hommes d'ordre et de gouvernement peuvent compter. Les premières menées anarchiques ne trouveront-elles pas en M. Charles Dupuy un ferme et vigilant gardien de la sécurité publique ? Personne n'a oublié son sang-froid à la présidence du Parlement, quand la bombe d'un malheureux égaré menaçait la vie même de ses collègues de la Chambre : « Messieurs, se contenta-t-il de leur dire, la séance continue ! » Cette calme attitude, qui valait en courage leur « beau geste », suffit pourtant alors à ramener une digne assurance dans l'âme de votre nation troublée. Et ce rappel à l'ordre qu'un homme courageux sut faire, un jour, à un grand peuple qui l'écoula, le même homme ne saurait-il le réitérer aujourd'hui au même peuple ? M. Charles Dupuy invoque, pour ce faire, des lois d'exception. On n'aime guère des lois exceptionnelles, entre républicains. Aussi bien, elles ne sont que transitoires. Mais, si l'ordre en doit dépendre, exceptionnelles ou permanentes, les lois sont-elles établies pour autre chose que pour assurer l'avenir ? Dans l'espèce, M. Charles Dupuy, dont les intentions manifestes sont une garantie des actes réguliers qu'il se propose pour la pacification des partis opposés, doit rallier les sympathies et les efforts de quiconque place l'assiette générale de l'Etat sur un pivot moins mobile que la divergence des opinions. On gouverne avec un homme aux visées précises, mieux qu'avec une foule que des opinions divergentes aveuglent ; et la législation, encore que rigoureuse, est encore le bâton le plus sûr où doit s'appuyer un peuple, même libre, pour cheminer vers sa fin qui est l'ordre, et l'ordre encore, et toujours l'ordre.

— Mais, Saint Père, n'est-ce pas aussi ce bâton qui, dans les mains de Tarquin, ne sert qu'à abattre les têtes de son choix ?

— Oh ! Tarquin est bien loin de votre République, et les têtes de pavot qu'il abatit du temps des Rois vous servent tout au plus, aujourd'hui, à endormir quelques retardataires amateurs des formules anciennes dans leurs respectables encore que vaines espérances. Nous savons que les intentions de plusieurs de vos gouvernants valent mieux que leurs actes. Ne répondront-ils pas, un jour, plus effectivement aux appels que Rome ne s'est pas encore fatiguée de leur faire entendre ? La République est, par principe, une terre libre où toutes les bonnes libertés s'acclimatent tôt ou tard. Un jour, la voix d'un Pape qui aime la France sera — je le sais, je l'affirme — mieux entendue par des hommes dont les hautes intelligences s'affranchiront des préjugés trop rétrogrades et, dans un Etat libre, se libéreront eux aussi. Le semeur jette son grain, mais c'est à Dieu qu'il appartient de faire lever les épis. Espérons pour votre chère et noble

France une moisson abondante et prochaine dans la paix et la joie de tous ses enfants, même les plus turbulents, enfin unis sous la même devise et pour le même beau labeur qu'en attend Dieu : *Gesta Dei per Francos* ! Alors encore il sera temps de reconnaître l'effort et la mémoire d'un vieux Pape dont la dernière pensée et la dernière bénédiction seront, peut-être encore, pour vous.

\*\*\*

Midi. Le canon du fort Saint-Ange, annonçant bruyamment l'heure à Rome, qui n'est peut-être pas encore l'heure de la paix, — m'avertit que l'audience pontificale dure depuis longtemps et que le Saint-Père a besoin de repos. Je me lève. Il me bénit. Et, me reculant vers la porte, j'emporte dans mes yeux, avec l'image blanche du grand et bon vieillard qui lève encore sa longue main vers moi, la vision vénérable et touchante du plus magnifique résumé d'un siècle qui va mourir et d'un peuple qui veut encore vivre : ce Léon XIII infatigable, dans sa vieillesse agissante comme dans sa fructueuse jeunesse, qui tend, d'une main ferme et d'un cœur plein d'amour, la branche d'olivier à la France, sa fille malheureuse dont il veut voir, avant de s'en aller dormir dans la paix de la tombe, l'avenir plus heureux.

Boyer d'Agén.

## Échos

### La Température

Le baromètre est toujours très élevé ; des pluies sont encore signalées sur les îles Britanniques, mais en France le beau temps persiste. Quant à la température, la situation varie peu : hier la journée a été encore très belle, très ensoleillée, et le thermomètre, à 80 au-dessus de la matin, atteignait 17° vers trois heures de l'après-midi. On notait 15° dans la matinée à Alger. Donc, un temps doux et beau est probable. Dans la soirée le baromètre était à 760mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : 17° le matin à huit heures, 19° à midi. Temps chaud.

### Les Courses

A 2 heures. Courses à Vincennes. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Bagnolet : Sinha.  
 Prix du Bosquet : Panathèse.  
 Prix de Vincennes : Sospino.  
 Prix de Mars : Albergé.  
 Prix de Bel-Air : Rembrandt.

### LE BON CÔTÉ DES CHOSES

Il est de mode, lorsqu'on parle de « l'affaire », de la caractériser toujours par une épithète péjorative. On dit l'affaire maudite, l'affaire lamentable, etc. Hier encore, M. le général Rogét, répondant à la femme d'un sous-officier blessé à la bataille de Coulmiers, qui l'avait félicité d'avoir arrêté Déroutelle, et lui affirmant qu'il était « contre » Dreyfus, parlait des incidents qui « accablent notre malheureux pays ». Il ajoutait que les Français qui croient à la culpabilité ont raison « contre toute l'Europe », confirmant ainsi ce qu'on a déjà dit, que toute l'Europe est persuadée de l'innocence du condamné.

Si à ces vainqueurs de l'Europe, M. le général Rogét consentait à faire l'aumône d'une preuve qui ne rendrait pas nécessaire le suicide d'un lieutenant-colonel, il serait bien entre tous les hommes.

Je n'ai pas à discuter, aujourd'hui, cette opinion du général Rogét, qui a le droit de penser et de dire et d'écrire ce qu'il lui plaît. Je voudrais seulement faire remarquer deux ou trois petites choses qui tendraient à prouver que « l'affaire » n'est point une catastrophe nationale.

Moralement, « l'affaire » a fait succéder la bataille des idées à la lutte des intérêts et des personnalités. Quoique le Syndicat soit très riche, puisqu'il a acheté toute l'Europe depuis S. M. le Tsar jusqu'à l'empire d'Allemagne du port d'Amsterdam, il y a tout de même des gens qui n'ont pas touché et qui luttent pour le droit, la justice et la vérité. De l'autre côté, il y a aussi des gens qui combattent avec des mobiles également nobles et désintéressés. Ce combat est beau, il est reconfortant. Et avec quelle ardeur on l'entretient ! Je connais des gens qui n'en vivent plus ; des gens qui raient de tout, qui en pleurent. J'en connais qui en meurent. Tenez, notre pauvre cher Bataille, dans sa dernière nuit, disait : « Ce serait vexant de mourir sans avoir vu la fin de « l'affaire » ! Elle a, cette affaire, détruit des cadres artificiels, des classifications arbitraires, pour ramener ensemble les esprits de même essence. Voilà le côté moral.

Quant au côté matériel, je ne vois guère en quoi « l'affaire » a détruit les affaires. Les millions s'engloutissent dans l'automobilisme, qui est une œuvre de luxe. Les budgets des œuvres sont aussi gros que par le passé. Les caisses d'épargne, en 1898, ont réussi à se remettre un peu du coup qu'elles ont porté il y a quelques années. Au 31 décembre dernier, il y avait 6,842,457 Français possesseurs de livrets, avec une moyenne de 405 fr. 20 par livret. L'impôt sur les opérations de Bourse vient, pour la première fois, de dépasser les évaluations budgétaires. Et enfin, en 1898, Paris a dépensé plus de TRENTE ET UN MILLIONS pour aller au théâtre. Tous les jours, le montre charmant s'offre pour cent mille francs de loges et de fauteuils. Voyons, de bonne foi, cela indique-t-il une crise économique ?

Il n'est pas jusqu'aux socialistes qui, ayant trouvé le placement de leurs instincts combatifs, ont suspendu la guerre aux capitalistes. Ils n'ont plus faim, positivement, depuis « l'affaire ».

L'an prochain nous verrons si nous sommes aussi ruinés que cela, et nous assisterons à une sarabande d'écus provenant de la bonne récolte de 1898 et des grands travaux de 1899. Je n'en suis pas sûr, de cette sarabande, mais il faudra bien la constater.

Donc, ni au point de vue moral ni au point de vue matériel, « l'affaire » ne mérite les malédictions qu'on lui prodigue. — J. CORNÉLY.

P.-S. — M. Urbain Gohier est acquitté. Il n'y a pas d'autre moralité à tirer de cet incident que celle-ci : Il était stupide de le poursuivre. — J. C.

### A Travers Paris

S. A. R. la princesse de Galles, accompagnée de ses filles, la princesse de Danemark et la princesse Victoria, et de S. A. la duchesse Paul de Mecklenbourg, s'est rendue hier, rue Pigalle, dans l'atelier de M. Benjamin-Constant.

Les princesses ont examiné avec un vif intérêt toutes les œuvres sur chevalet, et notamment les grands portraits de Mme Von Derwies et de Mlle Austin, de Chicago, que l'éminent artiste doit exposer au prochain Salon.

Après avoir félicité de nouveau M. Benjamin-Constant du magnifique portrait de la reine Victoria, qui fut récemment présenté à la souveraine au château de Windsor, la princesse de Galles s'est retirée, ravie de sa visite dans cet atelier où se retrouve, au milieu de vrais chefs-d'œuvre, l'élite du monde parisien.

\*\*\*

La princesse de Galles quitte ce soir Paris et s'embarque demain à Marseille pour faire une croisière dans la Méditerranée.

\*\*\*

S. A. la duchesse Paul de Mecklenbourg, complètement remise de sa récente maladie, assistait, avant-hier, à la centième de la *Valkyrie* à l'Opéra. Les invités, dans la grande loge entre colonnes, étaient le duc et la duchesse de Rohan, le duc de Montmorency, M. et Mme Benjamin-Constant, le comte du Lau, M. Marqueste, membre de l'Institut, la baronne de Flotow, dame d'honneur de la duchesse ; le sénateur Pozzi.

Une bien jolie lettre que Léon Cléry vient d'adresser à Mlle Neyrat, qui fonde un journal intitulé *L'Ami des bêtes* :

Mademoiselle,

J'apprends que vous aimeriez à protéger les bêtes et que vous cherchez des appuis. Voulez-vous de moi ? Si c'est comme protecteur, j'en suis. Si c'est comme protégé, j'en suis encore !

De toutes les ligues qui se forment en ce moment, je n'ai voulu faire partie que de la seule Ligue des contribuables, parce que j'aime les bêtes et que de toutes les bêtes les contribuables sont incomparablement les plus bêtes. Seulement, ce qui les distingue de leurs congénères animaux, c'est qu'ils aiment à être affamés, étranglés et battus, tandis que ceux-ci, à l'exemple de Panurge, craignent naturellement la faim, la corde et les coups. J'ai donc peur qu'il n'y ait pas grand-chose à faire pour eux et je vous offre de grand cœur les loisirs qu'ils me laisseront, avec mes vœux les plus sympathiques pour le succès de votre œuvre.

Léon CLÉRY.

On signalait hier, parmi les plus jolis tableaux qui sont exposés chez Georges Petit par la Société des amateurs, une série tout à fait intéressante d'aquarelles signées Mazerat.

Il est curieux d'ajouter que l'auteur n'est autre que M. Mazerat, l'éminent directeur général du Crédit lyonnais.

Il consacre à la peinture ses rares loisirs et il n'a, on le voit, pas moins de succès dans ses loisirs que dans ses études financières.

Il est certain que les perfectionnements apportés par la boulangerie Zang, rue de Richelieu, ont causé une véritable révolution dans la panification française. C'est, d'abord, le pain grillé Jacques que tous les médecins recommandent dans les maladies de l'estomac et l'obésité, et dont les résultats sont prodigieux. C'est encore la dernière et non moins célèbre création : le « Petit Pain Richelieu 92 », cette exquisite invention qui fait les délices des gourmets.

### Hors Paris

M. Paul Cambon, qui, comme nous l'avons annoncé hier, est reparti pour Londres, après avoir passé quelques jours à Paris, doit avoir aujourd'hui une entrevue au Foreign Office avec lord Salisbury. Le premier ministre d'Angleterre qui avait été souffrant, paraît assez rétabli pour reprendre sa réception diplomatique hebdomadaire du mercredi.

On pense que l'entrevue qu'il aura cet après-midi avec l'ambassadeur de France permettra de faire avancer notablement les négociations pour le règlement de la question africaine, qui sont bien près de leur terme.

Les choses, en effet, en sont arrivées à ce point que les représentants des deux pays ont pu consigner par écrit leurs propositions respectives et se communiquer mutuellement leurs textes. Sans l'indisposition de lord Salisbury, l'échange des observations suggérées par ces deux textes aurait déjà pu avoir lieu.

C'est cet échange, accidentellement retardé, qui doit se faire aujourd'hui. On a des raisons de croire que la solution ne se fera désormais plus attendre bien longtemps. Les avant-projets français et anglais ont été établis en effet sur les bases posées dans les conversations antérieures ; ce sont donc plutôt des rédactions que des conditions qu'on doit discuter, les principes généraux de l'accord à intervenir étant fixés d'une manière à peu près certaine.

De Monaco :

« S. A. S. le prince Albert est arrivé hier dimanche à bord de son yacht *Princesse-Alice*, venant de Gibraltar. »

Le yacht princier a fait son entrée dans le port de Monaco à deux heures un quart. Une foule énorme se tenait sur le boulevard de La Condamine, au port et tout le long de la rampe qui monte aux jardins de Saint-Martin.

Le Prince est descendu de son yacht et a pris place dans la chaloupe, accompagné de M. Fursmenster. Il a été reçu au débarcadere par S. A. S. la princesse Alice, accompagnée de miss Oliver et de M. de Lamoignon, chambellan. Le Prince a cordialement embrassé la Princesse, puis s'est avancé vers le groupe formé par le gouverneur général, le maire de Monaco, un ami personnel, M. Salla-Uhring ; M. Camille Blanc, président du Conseil d'administration de la Société des Bains de Mer, et M. Georges de Dramard.

Parmi les personnes présentes, nous avons reconnu : MM. Bornier, Wich, Fillard, directeurs ; baron de Rolland, consul de France ; les autorités civiles et militaires. »

D'après la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, l'empereur d'Autriche-Hongrie vient de conférer des titres de noblesse aux deux fils adoptifs de Mme la baronne de Hirsch de Geruth.

De Constantinople :

« Grâce au Péra-Palace, Constantinople possède aujourd'hui un véritable centre de réunion pour la haute société. »

Il y a quelques jours, le Club musical y donnait sa seconde audition devant l'ambassadeur d'Angleterre et lady O'Connor, le comte Van den Steen, ministre de Belgique ; M. Djuverra, ministre de Roumanie, et tout le high-life de Constantinople.

L'orchestre, dirigé par le maestro Vitorio Badaglia, a interprété, avec un style impeccable, des œuvres choisies de musique classique.

Plus tard, c'était la colonie arménienne qui organisait au Péra-Palace un grand bal de charité, sous la présidence du Patriarcat.

Hier, à l'occasion de l'arrivée du vapeur *Augusta-Victoria*, un grand bal, auquel assistait le consul américain, réunissait dans les salons du Péra-Palace plus de trois cents personnes. »

### Nouvelles à la Main

Entendu sur le boulevard :

— Que pensez-vous de ce projet de chasse à courre dans le bois de Vincennes ?

— Si le gouvernement laisse faire, on l'accusera certainement de pactiser avec... les meutes !

Un camelot propose vainement une feuille du soir à un passant qui touche effroyablement. Comme celui-ci, agacé, le repousse du geste, le camelot, goguenard, de dire :

« J'aurais dû voir que les yeux de monsieur n'envisaient pas « l'affaire » de la même façon ! »

Le Masque de Fer.

### Mort de M. Erckmann

Erckmann et Chatrian, ces frères jumeaux de la littérature, ont été si unis dans la vie qu'on a été d'abord très surpris d'apprendre qu'ils étaient brouillés et irréconciliables, et que maintenant plusieurs s'étonneront que l'un ait survécu à l'autre si longtemps.

M. Chatrian est mort le 3 septembre 1890. M. Erckmann vient de mourir à Lunéville.

M. Erckmann était le plus âgé des deux : il était né en 1822, à Phalsbourg ; M. Chatrian était né à Aberschwiller à la fin de 1826.

Leur histoire très singulière a été souvent racontée ; nous n'y reviendrons que brièvement en ce qui concerne M. Erckmann. Il était fils d'un libraire, ce qui lui donna plutôt le goût des livres que celui des études ; en effet, il ne termina ses premières études qu'à l'âge de vingt ans, vint à Paris pour faire son droit et y mit seize ans ; encore n'est-il pas sûr qu'il l'ait fini.

Mais déjà il avait commencé de collaborer avec Chatrian, et ce fut même leur insuccès qui décida le premier à reprendre ses études de droit, et le second à accepter une place aux Chemins de fer de l'Est.

Leur premier roman-feuilleton portait un titre qui probablement n'aurait pas plus de succès aujourd'hui : il s'appelait *le Sacrifice d'Abraham*.

Leur succès ne date que de 1850, avec *l'Illustre Docteur Mathews*. Ils ont alors donné la première série de leurs *Légendes d'Alsace*, à laquelle succéda la série des *Romans nationaux*, puis *l'Histoire de la Révolution racontée par un paysan*. Le couronnement de leur œuvre fut *l'Ami Fritz*, qui introduisit à la Comédie-Française un réalisme et une couleur locale qu'on n'y connaissait plus depuis longtemps. Même succès pour *les Rantzau*, et puis ce fut la brouille, la brouille des deux frères qui étaient MM. Erckmann et Chatrian.

M. Chatrian survécut peu à cette brusque interruption d'une collaboration de quarante ans, bien qu'il fût peut-être l'auteur principal de la brouille. La seule vengeance de M. Erckmann fut de continuer à publier des nouvelles qui, en effet, semblaient réunir toutes les qualités de l'ancienne collaboration.

M. Erckmann vivait depuis plus de dix ans loin de Paris, tantôt en Alsace, tantôt à Lunéville où il est mort.

Jean Villemer.

## LES AFFAIRES EN COURS

Le ministre de la justice a été informé que la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, siégerait cette semaine pour prendre connaissance des dossiers secrets de la guerre et des affaires étrangères.

Le Gouvernement a déferé immédiatement au désir exprimé par la Cour, et il a été décidé que la communication serait faite dans les mêmes conditions qu'à la Chambre criminelle.

Après avoir lu le récit de l'arrestation de MM. Paul Déroutelle et Marcel Habert par le général Rogét, à la caserne de Reuilly, une dame française, habitant la Suisse, a écrit au général Rogét pour le féliciter de son attitude dans cette affaire.

Femme d'un sous-officier blessé à la bataille de Coulmiers, elle a reçu du général Rogét la réponse suivante, que publie le *Courrier de Genève* :

Madame,

Je serais profondément touché de votre lettre si l'une de vos phrases ne m'inspirait de l'inquiétude et ne me faisait craindre quelque malentendu.

Je suis content Dreyfus et, bien que je n'aie pas été mêlé à son affaire, en 1894, je la connais assez pour être convaincu de sa culpabilité et pour jouer un rôle important dans les incidents qui accablent notre malheureux pays.

Cela ne m'a pas empêché de faire arrêter Déroutelle parce que c'était mon devoir, quelque admiration que j'aie, comme vous, pour son caractère généreux et chevaleresque.

Si mon acte a donné quelque réconfort aux Français établis à l'étranger, j'en suis bien heureux. Je connais la pénible situation qui leur est faite et j'en souffre profondément. Mais je suis persuadé aussi que tous les Français qui croient à la culpabilité de Dreyfus, et c'est l'immense majorité du pays, ces Français ont raison contre toute l'Europe.

Si vous partagez les sentiments qui animent la plupart de vos compatriotes, et rien ne me permet d'en douter, je me félicite, sans réserve, d'avoir mérité vos éloges.

Veuillez agréer, etc.

Général Rogét.

Nous avons fait connaître, hier, dans quelles conditions le colonel Picquart avait été transféré hier du Cherche-Midi à la Santé.

Il y a reçu, dans la journée, plusieurs visites, notamment celle de son avocat, M<sup>re</sup> Labori.

G. Davenay.

## LE GALA DE SAMEDI à l'Opéra

Les artistes de Paris, qui prêtent toujours, avec tant de générosité et d'empressement, leur concours le plus gracieux dans toutes les manifestations de bienfaisance, organisent leur tour, pour samedi prochain, au bénéfice de leur Association, sous la direction de M. Bertrand, le dévoué président de leur œuvre, une représentation exceptionnelle dont nous avons déjà parlé et qui réunira ce soir-là, à l'Opéra, l'élite que l'on retrouve aux plus belles fêtes de gala.

Voici le programme de cette représentation sans précédent au bénéfice de l'Association de secours mutuels des artistes dramatiques.

*Le Bourgeois gentilhomme*, dont les Parisiens ne connaissent que le livret tel que le joue la Comédie-Française, sera, pour cette unique soirée, interprété avec la musique de Lulli, que l'on n'a jamais exécutée jusqu'à présent qu'à la cour de Vienne... aux temps de Lulli ! C'est dire l'intérêt de cette soirée de samedi, à laquelle MM. Bertrand et Gailhard donnent tous leurs soins, et dont M. Paul Vidal préside chaque jour les répétitions.



Ixart, Charrier, S. Mante, Mostais, Morlet, Boos, Barbier, Soubrier, Carrel, L. Mante.

Quant au cinquième acte, ce sera un immense éclat de rire, avec la joie des oreilles et des yeux, puisque la cérémonie turque réunira autour de M. Jourdain, c'est-à-dire autour de l'inénarrable Coquelin cadet, une série inédite de derviches chantants et dansants appartenant tous à l'Opéra, à l'Opéra-Comique, à la Comédie-Française et à l'Odéon, présidés par un muh'bi non moins inédit :

M. Chambon!

Le gracieux et brillant ballet de *Don Juan*, intercalé dans la cérémonie de Molière, terminera en apothéose cette splendide représentation, avec :

Miles Hirsch, Désiré, Lobstein, Sandrine, Chabot, Piodi, Mathilde Salle, J. Régner, Viollet, Gallay, Beauvais, Ixart, Comte, Parent, Charrier, Moutet, S. Mante, Mostais, Charles, Morlet, Boos, Barbier, Soubrier, L. Mante; MM. Stüb, Girardier, Javon, etc., etc.

Le spectacle commencera à huit heures par :

Les Rendez-Vous Bourgeois

le ravissant opéra-comique d'Hoffmann, musique de Nicola, avec :

MM. Gourdon, Barnolt, Thomas, Dufour et Bernaert; Mmes Chevalier, Pierron et Vilma.

## LES OBSEQUES DE M<sup>re</sup> CLARI

A Notre-Dame

Les obsèques de Mgr Clari, nonce apostolique, archevêque-évêque de Viterbe, ont été célébrées hier matin, à dix heures, ainsi que nous l'avions annoncé. L'affluence des curieux aux abords de la basilique était si grande qu'il avait fallu, de très bonne heure, barrer toutes les rues avoisinantes que seules purent alors traverser, pour se rendre à Notre-Dame, les personnes munies de lettres d'invitation.

La décoration intérieure de la cathédrale est naturellement beaucoup plus sobre que pour les obsèques du Président de la République. Les draperies noires, où le chiffre du défunt alterne avec ses armes pontificales, s'arrêtent au transept, au centre duquel repose le corps du défunt dans une catafalque à colonnettes des services de seconde classe. M. Loubet, Président de la République, s'est fait représenter par le général Bailoud, secrétaire général de la Présidence, accompagné du commandant Moreau et du capitaine Saint-Marcel. Le général Bailoud est reçu, à son arrivée, sous le porche de la cathédrale, par Mgr Granito de Belmonte, chargé d'affaires de la Nonciature, qui le conduit à l'hémicycle, à la place qu'occupait M. Loubet lors des obsèques de M. Félix Faure. Les deux officiers de la maison militaire qui l'accompagnent y entrent avec lui.

A gauche du catafalque prennent place les membres de la famille : les trois frères et une nièce du défunt, et à côté d'eux M. Riccardi, compatriote et ami de Mgr Clari, dont il fit naguère une magnifique aquarelle qu'on a pu admirer dans le grand salon de l'hôtel de la rue Legendre et qui, par la volonté du nonce, est destinée au musée du Luxembourg; puis Mgr Granito de Belmonte et son neveu, le prince de Belmonte; Mgr Montagnini, secrétaire de la nonciature; Mgr Ragonesi, vicaire général de Viterbe, délégué par le chapitre pour représenter le clergé de ce diocèse aux obsèques de son évêque; deux représentants du chapitre de la cathédrale de Toscane et Amélia; deux représentants du cercle de Sainte-Rose de Viterbe; deux représentants des orphelins et autres institutions charitables de Viterbe et Toscane; le R. P. Gonzolo, confesseur de Mgr Clari; un peu plus bas, mais toujours dans le transept, les membres du corps diplomatique et, dans la grande nef, les caméristes de cape et d'épée, les officiers des ordres pontificaux.

À droite, dans la partie du transept la plus rapprochée du catafalque, les ministres et les présidents du Sénat et de la Chambre ou leurs représentants, et derrière eux les grands corps de l'Etat. M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, qui a fait porter la veille, à l'hôtel de la nonciature, une superbe couronne, est venu en personne à Notre-Dame ainsi que le nouveau président du Sénat, M. Fallières. M. Adrien Dupuy, chef du cabinet de M. Charles Dupuy, représente le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes; le général Pamard, le ministre de la guerre; l'amiral de Cuverville, le ministre de la marine; M. Davy, le ministre des travaux publics. Tous les autres ministres, retenus au Conseil, sont également représentés. Reconnu encore, dans le transept, M. Dumay, directeur général des cultes, commandeur, et M. Paul Magny, sous-directeur, officier de la Légion d'honneur. Une partie du transept et de la grande nef est occupée par le clergé en habit de ville.

Les prêtres qui ont préféré revêtir l'habit de chœur ont eu accès dans le chœur, dont les premières stalles sont réservées aux évêques, les suivantes aux chanoines, les autres aux religieux et aux curés en surplis et étole noire. Dans le chœur également ont pris place les élèves du grand séminaire qui doivent chanter la grand-messe avec la maîtrise de Notre-Dame.

Le cardinal Richard s'agenouille tout près de l'autel, un peu à gauche, sur un prie-Dieu drapé de noir.

Le trône ordinaire de l'archevêque de Paris est occupé par le cardinal Langénieux, archevêque de Reims; en face de Mgr Langénieux, à gauche par conséquent, le cardinal Leclerc, archevêque de Bordeaux, en soutane violette, on ne sait pourquoi; puis Mgr Ardin, archevêque de Sens; Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse; Mgr Renou, archevêque de Tours; Mgr Servonnat, archevêque de Bourges, et NN. SS. Bardel, évêque de Séz; Meunier, évêque d'Evreux; Le Nordet, évêque de Dijon; de Bonfils, évêque du Mans; Enard, évêque de Cahors; de Pelatou, évêque de Troyes; Le Roy, évêque d'Alinda, supérieur général des Pères du Saint-Esprit; de Courmont, évêque de Bodona; Thomas, archevêque d'Andrinople; R. P. Jules du Sacré-Cœur, commissaire général, et R. P. Norbert, vicaire général de Terre-Sainte et des Missions franciscaines, représentant le tiers-ordre franciscain de France.

Citons, d'autre part, au nombre des assistants :

Comte Albert de Mun, député; M. André Buffet, marquis et marquise de Lasteyrie, prince

et princesse de Montholon, comte de Bartier, M. et Mme de Chazelles, comte et comtesse Azevedo de Silva, comte de Nicolay, comte et comtesse d'Alcantara, M. et Mme Paul de Merens, comte Rougane de Chanteloup, baron et baronne de Réville, général baron Frederick, M. et Mme Geoffroy de Grandmaison, comte et comtesse de La Béraudière, prince Fain Colonna, général commandant l'hôtel des Invalides et Mme Arnoux.

M. Barthou, ancien ministre de l'intérieur; comte de La Jourdanne, général de Castagny; comte de Sugny, marquis de Maussabré; comte et comtesse de Réville, baron et baronne de Grandmaison, comte et comtesse de Franqueville, vicomte G. de La Guère, MM. Jacques Pion, Mervillieux du Vignaux, Le-fèvre-Pontalis, membre de l'Institut; baron d'Allemas, comte de Lurde, marquis de Saint-Jean Lenthac, M. Denormandie, sénateur; M. et Mme Chenu-Laffite, baron et baronne de Konneritz; M. et Mme de Miles Ferrari.

Duc et duchesse Fery-d'Esclands, marquis Fery-d'Esclands, M. et Mme de Porciuncula, M. et Mme de Lauchère, M. Camus, photographe du Figaro, comte Etienne de Nulche, comte de Lurde, comte A. de Nioat, comte de Visse, prince et princesse della Rocca, baron et baronne d'Orgeval, comte et comtesse de Berteux, comte Paul d'Ornano, Mme la générale de Sonis, marquise de Villeneuve, née princesse Bonaparte; M. et Mme Harris Phelps, comte et comtesse de Briche, marquis et marquise de Grabric, comte et comtesse de Vassiloff, baron et baronne Prosper de Lagrange, née de Lesseps; comte et comtesse Cornet, comte de Rayneval; l'abbé Perosi, comte de Bari, duc et duchesse de Bojano, duc et duchesse de Bellane, baron et baronne Spiere, marquis et marquise de Pennautier, M. Bouvattier, ancien député; marquis et marquise de Frénoy, comte et comtesse Miniszech, baron de Lagrinerie, comte de Tinsau, baron et baronne Joseph du Teil, comte de Verges, etc.

Parmi les caméristes de cape et d'épée :

Comte de Kreusnach de Ballo, président de l'Association; prince de La Tour d'Auvergne-Lauraguais, comte de La Salle-Rochemaure, marquis de Cailletot de La Salle, marquis de Gourdou de l'Echo, comte Tur-tur de La Boissière, comte de Nioat, baron de Montnach, comte de Montgermont, etc.

Le service a commencé exactement à dix heures, pour ne se terminer qu'à midi. La grand-messe, célébrée par Mgr de L'Escaillé, doyen du chapitre, avec diacre et sous-diacre, a été exécutée en cet admirable plain-chant grégorien dont l'harmonie, profondément religieuse, s'adapte si merveilleusement au cadre de nos basiliques séculaires. Je ne sais, pour ma part, rien de plus émouvant que l'office des morts, dont la prose rythmée traduit, avec une intensité poignante, les états successifs de l'âme humaine en présence d'une tombe qui vient de s'ouvrir.

Les cinq absoutes solennelles ont été données par les archevêques de Bourges, de Tours, de Toulouse, de Sens et de Paris.

La cérémonie terminée, on a transporté le corps du catafalque au corbillard, et le corbillard lui-même a été conduit au centre de la place du Parvis, la tête des chevaux faisant face à l'hôtel-Dieu. Alors a commencé le défilé des troupes, celles-ci arrivant par le pont au Double, décrivant un angle droit et disparaissant par la rue de la Cité, pendant que les musiques militaires éclataient au milieu des ondes sonores du bourdon sonnant le glas.

Après le défilé, le corps, accompagné seulement du clergé, a été ramené à Notre-Dame et déposé dans la chapelle de Pasteur, en attendant l'inhumation définitive, qui aura lieu, comme on le sait, au pays natal du regretté prélat.

Nous avons annoncé que Mgr Granito de Belmonte avait chargé d'affaires, jusqu'à la nomination du successeur de Mgr Clari. Ajoutons qu'il est peu probable que le Pape déplace Mgr de Belmonte pour l'envoyer à Munich, comme plusieurs de nos confrères l'ont annoncé prématurément.

En tout cas, il est certain que Mgr Montagnini de Mirabello, nommé à Paris depuis six mois et comptant déjà de nombreuses sympathies dans la société parisienne, conservera ses fonctions de secrétaire de la nonciature.

Jules de Narfon.

## LE CONSEIL D'HIER

Le Conseil des ministres s'est réuni hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

On s'est occupé, dans ce Conseil, de quelques questions intéressantes.

Le ministre de la justice a, notamment, fait signer, sur le désir exprimé par le Président de la République, un décret gracieux à l'égard de tous les individus condamnés, en simple police, à l'amende pour cris séditieux proférés le jour de l'élection présidentielle et les jours suivants.

Le nombre des personnes appelées à bénéficier de cette mesure gracieuse s'élève à plus de deux cent cinquante.

Le ministre de l'intérieur a ensuite rendu compte au Conseil des mesures qu'il avait ordonnées sur les champs de courses pour assurer le respect de la loi de 1891 sur le pari mutuel.

Notre collaborateur Robert Milton a exposé hier, ici même, l'état actuel de cette question. L'idée qui prédomine, au Conseil des ministres, est de soumettre la question aux Tribunaux, pour faire trancher juridiquement le sens de l'expression « à tout venant ». On sait que la loi interdit l'industrie du bookmaker quand le pari est offert « à tout venant ». Nous pouvons ajouter qu'on a émis l'idée, si la jurisprudence le permettait, de créer des tickets spéciaux, analogues à ceux du pari mutuel, qui seraient vendus aux bookmakers, sur le prix de vente desquels on effectuerait la retenue de 20/0, déjà pratiquée au pari mutuel.

Ajoutons, à ce propos, qu'une délégation de bookmakers s'est rendue hier à la préfecture de police pour entretenir M. Blanc du préjudice que leur causent les mesures récemment prises contre eux.

M. Blanc était absent. Ils ont été reçus par M. Pujallet, chef de cabinet, qui a pris acte de leurs réclamations et leur a déclaré qu'il informerait le préfet de police de leur démarche.

Enfin, dans cette même séance du Conseil, le ministre de l'Instruction publique a fait savoir qu'il présiderait, le 8 avril prochain, à Toulouse, la séance d'ouverture du Congrès des sociétés savantes, dont nous parlions également hier.

C'est la première fois, on le sait, que

ce congrès se tient en province, mais tout porte à croire que sa prochaine réunion aura lieu à Paris.

André Nède.

## LA JOURNÉE

Mercredi 15 mars

Sports : Courses de chevaux à Vincennes (2 h.). — Prix d'ouverture, handicap pour le concours du « Fusil de chasse » (2 h., Billancourt). — Assauts de boxe, d'escrime et de canne chez Gangloff (9 h., rue de la Gaité, 6). — Handicap double du Tennis-Club de Paris (9 h., du matin, courts couverts du boulevard Exelmans).

Le Parlement : A la Chambre, suite de la discussion du budget des postes et télégraphes (2 h.).

Université : Second semestre des Facultés de droit.

La charité : De 2 h. à 6 h. pendant 2 jours, ventes au profit de la Pouponnière (ministère des finances), et de 2 à 5 h., au profit de la Société nationale des conférences populaires (4, rue Charras).

Fêtes de l'Adoration : A Saint-Pierre de Chaillet; pendant les trois jours, sermons, à 4 h. par le R. P. Couhé et à 8 h. 1/2, par M. l'abbé Aubert.

Al Palais : Conclusions du ministère public dans le procès intenté par M. Christian Estéharzy à son cousin le commandant et à l'éditeur des *Dessins de l'Affaire Dreyfus*.

Aux rôles de ce jour de la 9<sup>e</sup> Chambre : procès du colonel Corbier contre le *Libre Parole* et général de Galliffet contre le *Geniois*.

Conférences : M. Daniel Zolla, sous les auspices de l'Union coloniale française et la présidence de M. Millet, notre résident général à Tunis : « Les Progrès de la colonisation en Tunisie » (8 h. 1/2 du soir, 184, boulevard Saint-Germain).

« Ce que peut l'initiative privée à Madagascar » (8 h. 1/2 du soir, rue Chancaillet, 8). — M. G. Desplas : « La Montagne Sainte-Geneviève pendant la Révolution : de 1788 à 1800 » (8 h. 1/2 du soir, mairie du Panthéon).

Conférence pour hommes par le R. P. Couhé (8 h. 1/2 du soir, Saint-Honoré d'Eylau).

Au Casino de Paris : Bal des garçons restaurateurs et limonadiers.

## Le Monde et la Ville

SALONS

— A la réception d'avant-hier, chez S. A. I. la princesse Mathilde, on a acclamé d'enthousiasme M. A. Baldelli, le célèbre baryton, et Mmes Conneau et Kinen, accompagnés au piano par M. Emile Bourgeois.

— Les membres de la colonie italienne sont venus hier, dans l'après-midi, à l'hôtel de l'ambassade d'Italie, pour applaudir au comte Tornelli leurs vœux et leur souhait à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi Humbert.

Le soir, dîner de vingt-huit convives. Les convives étaient :

M. Mantegazza, secrétaire général du commissariat italien pour l'exposition de 1900, et les membres du Comité; baron Marochetti, ancien ambassadeur; comte J. de Camondo, M. J. Caponi, marquis Ridolfi, docteur Barbavara et Piani, ingénieur; le président et le bureau de la Chambre de commerce italienne; MM. Trezza di Musula, Marchetti, Bastianello et Rubini; les membres du bureau de la Société de bienfaisance; MM. Hakim Medici, Cervetti, Magagna et baron Cerise; M. Zincone, chef de la délégation italienne à l'exposition de 1900; M. J. Casade; M. Polacco, marquis Paulucci, marquis de Torre-Alfina, comte Lucchesi-Palli, marquis de Montagliari, M. Gabutti, M. Sicore, avocat, le docteur Gualpa, MM. Delle Sedie, Pillet et Ghidini.

La comtesse Tornelli, un peu souffrante, n'assistait pas au dîner.

— La comtesse Martinet a repris lundi dernier la série de ses dîners. Les convives étaient :

Marquis, marquise et Mlle de Girardin; baron et baronne Brunet, baron Legoux, vicomte et vicomtesse Fergemol de Lesquénard, baron et baronne de Forvisant, M. et Mme Leneveu de Lafont, comte de Girardin, marquis et marquise de Montgon, comte Marcel de Gerniny, docteur Michelon, M. et Mme Pellerin de Latouche.

— Un vrai régal artistique avant-hier soir, chez M. et Mme Hippolyte Adam, dans leur hôtel de la rue Ampère. Au programme : Quatuor, de Schumann; MM. Jacques Thibaud, Henri Casadesu et Francis Thibaud; chœur *Capitula*, de M. G. Fauré; duo de *Joseph*, de M. Mlle Jeanne Raux; et M. Raquez; chœur des *Djynns*, de M. G. Fauré; *Chanson perpétuelle*, de M. E. Chausson; Mme J. Raunay et le quatuor; chœur des *Filieuses* et ballade du *Vaisseau fantôme*, de Wagner, avec soli de Mme J. Raunay et Mlle Montanard. Scènes émouvantes pour tous. Les chœurs étaient dirigés par M. Bachelet. Au piano, M. Barthélemy.

— Dîner, suivi de réception intime, dimanche, chez Mmes Paul Adam et Lucie Adam. Pendant la soirée, on a applaudi les chansons satiriques de Jacques Ferry et de Marguerite Deval; des vers dits par l'exquise voix de Mlle Thomsen, et des airs de Jadis chantés, dans les atours d'autrefois, par l'étonnante et spirituelle Mily Meyer. Le piano était tenu par MM. Adrien Ray et Fernand Lemaire.

— Charmant five o'clock, dimanche dernier, chez M. et Mme R. Finguer. Au programme : Mlle Jane Eysel, et Galipaux qui a soulevé des rires fous.

— Ravissante soirée musicale avant-hier, chez M. Delcourt. On a très applaudi Mlle Germaine Gallois, Mlle Chasles, première danseuse de l'Opéra-Comique, et Mlle Médal qui, avec Galipaux, a joué exquisement *Folie Entreprise*.

## RENSEIGNEMENTS MONDIAUX

— M. Harris, ministre des Etats-Unis à Vienne, est actuellement à Paris.

— M. Crozier, chef du protocole, a été nommé, par le roi de Danemark, grand commandeur de l'ordre du Dannebrog.

— M. l'abbé Perosi a quitté hier soir Paris, pour retourner à Venise. La veille de son départ, il a reçu une dépêche de Vienne, lui annonçant le succès triomphal de son oratorio, *la Résurrection du Christ*.

— M. Emmanuel Rodocanachi fera demain, à l'Association des étudiants hellènes, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, une conférence sur « Un grand poète méconnu : Quintus de Smyrne, commentateur de l'Iliade ».

## CERCLES

— Recus comme membres permanents au cercle de la rue Royale :

Comte André de Castella, présenté par le général marquis d'Espouilles et M. Roger Barbier; comte François de Sonis, lieutenant au 12<sup>e</sup> chasseurs, présenté par le baron de Langlade et le lieutenant-colonel Nitot; — M. Muller, lieutenant au 7<sup>e</sup> chasseurs, présenté par le général marquis d'Espouilles et M. Thirion-Montauban.

## CHASSES

— Très jolie chasse en forêt de Compiègne, avant-hier, lundi.

Rendez-vous à la Croix-Saint-Ouen. Attaqué au Soupeux une troisième tête qui, après deux heures de chasse, est mis bas par les chiens à la Malmaire.

Les honneurs au colonel de Vibraye. A cheval :

MM. Victor et Léon Olry, Georges Mure, vicomte Foy, comte d'Orsetti, comte de Songons, comte M. Pilet-Will, baron de Barante, général de Bellegarde, MM. Deville, Delagrange, Bargmann; comte du Bouchage, comte de Lestrango, baron de La Motte, lieutenant Gossart, comtesse

F. de Mailly, comtesse M. Pilet-Will, baronne de La Motte, Mmes Gossart et Delagrange.

En voiture : M. Olry, Mmes Olry, Mure, du Bloc; vicomtesse des Roys, comte et comtesse de Bussy, Loonen, vicomtesse de Guinaumont, Mme et Mlle Bargmann, etc.

## CHARITE

— Aujourd'hui et demain, vente de charité dans les salons du ministère des finances, au profit de la « Pouponnière », l'œuvre si intéressante dont M. Georges Charpentier est la présidente zélée.

— La vente de charité au profit des Orphelins abandonnés de Paris aura lieu, demain et après-demain, à l'entresol, 1, avenue de Friedland.

## SUR LA COTE D'AZUR

— De Nice :

La reine d'Angleterre a reçu hier la visite du duc et de la duchesse Georges de Leuchtemberg.

A quatre heures et demie, Sa Majesté a fait une promenade vers Fabron et est allée saluer la duchesse de Saxe-Cobourg et Gotha, sa belle-fille, au château des Beauxmets.

Les dames de la Haute, selon l'usage, se sont rendues à l'Excelsior Hôtel Régina, où elles ont été reçues par la duchesse d'York, qui leur a remis 200 francs de la part de sa grand-mère la reine Victoria.

## DEUIL

— Sa Majesté la reine de Naples assistera aux obsèques de M. Giovanni Amadio, l'un de ses plus fidèles serviteurs, qui seront célébrées ce matin, à dix heures, à Saint-Ferdinand des Termes.

— Nous apprenons la mort : — De Mlle Daney de Marcella, décédée à Paris, à l'âge de 25 ans. Ses obsèques seront célébrées demain, à midi, à Saint-Sulpice. On se réunira à l'église. — De M. Oudin, président de Chambrey à la Cour d'appel d'Amiens; — De M. Heymann Steinhilber, le philologue et professeur de linguistique à l'Université de Berlin, décédé à l'âge de 76 ans; — De M. Ludwig Bamberger, l'écrivain et l'homme politique allemand bien connu, décédé à Berlin à l'âge de 76 ans.

Ferrari.

## NOTES D'UN PARISIEN

On n'a pas oublié le dessin que le *Figaro* publiait, l'autre jour, au lendemain des perquisitions. Le commissaire de police, après avoir mis son nez dans tous les papiers, venait rendre compte au juge de son mandat.

— Eh bien ?... demandait le juge.

Et le commissaire de répondre, en clignant de l'œil :

— Le prince avait tout prévu... Son personnel était prêt : il gardait le ministère !

Sous cette forme-là, la boutade était peut-être excessive, mais il paraît bien, cependant, que le prince avait tout prévu et que le personnel était prêt. Un journal a donné, en effet, toute une liste de personnages qui, dès le lendemain du coup d'Etat, auraient vu leurs noms au *Journal officiel*. Il y en avait qui étaient nommés préfets, d'autres procureurs généraux, d'autres encore trésoriers-payeurs. Chaque département était pourvu, et c'était comme un personnel in partibus à côté de celui qui fonctionnait actuellement.

Je ne sais si cette liste est authentique, mais ceux qui l'ont publiée ont évidemment voulu jouer un mauvais tour aux prétendants. Le seul avantage, en effet, d'un prétendant est de n'avoir pas à faire de mécontents. Tant qu'il n'est pas sur le trône, personne n'a rien à lui demander, et en matière d'espérances, il n'y a jamais de jaloux. Mais si l'on se met à nommer les fonctionnaires par avance, tout est compromis. Il n'est pas possible qu'il n'y ait pas, dans chaque département, trois ou quatre candidats pour chacun des postes qu'on a désignés. Ce n'est pas seulement sous la République que l'on demande des places. L'infériorité de la République est tout justement d'être obligée de s'exécuter. Les prétendants n'ont qu'à promettre, et comme on disait autrefois du bon M. Bardoux, ils doivent se borner à « préférer tout le monde ».

## A l'Etranger

### NOUVELLES

#### ANGLETERRE

##### UN NOUVEAU LIVRE BLEU

Londres, 14 mars. — Le gouvernement publie un *Livre bleu* sur les affaires de Chine, s'étendant du 29 mars 1898 au 3 février 1899 et contenant 473 documents.

Le 4<sup>e</sup> avril, M. Balfour a télégraphié à sir Claude Macdonald, pour lui demander des informations au sujet des demandes françaises à Pékin.

Le lendemain, la réponse vient de Pékin, donnant les quatre points des concessions de la Chine à la France :

1<sup>o</sup> Kouang-Chou-Wan donné à bail comme station de charbon;

2<sup>o</sup> Droit de construire un chemin de fer de la frontière du Tonkin à Yunnan-Fu;

3<sup>o</sup> Promesse de ne pas aliéner de territoire dans les trois provinces de Kouang-Tung, Kouang-Si, Yunnan, qui portent des concessions françaises;

4<sup>o</sup> Droit de la France de nommer un candidat aux fonctions de directeur des postes, si le gouvernement chinois crée un département postal indépendant de ceux des douanes maritimes.

Le 11 février, le Tsong-li-Yamen donne l'assurance qu'aucune partie du Yang-tsé-Kiang ne sera aliéniée à aucune puissance.

Le 13 avril, M. Balfour demande le territoire nécessaire à la défense de Hong-Kong.

Sir C. Macdonald annonce que le 15 mai, Kouang-Chou-Wan a été occupé par les Français le 22 avril.

Le drapeau anglais est arboré à Wei-Hai-Wei le 24 mai.

La convention pour l'extension du territoire anglais à Hong-Kong est signée à Pékin, le 9 juin.

Le 21 mai, sir C. Macdonald dit que la France a obtenu, pour le meurtre d'un missionnaire dans le Kouang-Si, les compensations suivantes :

1<sup>o</sup> Concession d'un chemin de fer de Pakhoï à Nanning;

2<sup>o</sup> Construction d'une chapelle à Pakhoï;

3<sup>o</sup> Indemnité pécuniaire de 100,000 francs;

4<sup>o</sup> Pénalité des fonctionnaires responsables.

#### Attitude de lord Salisbury

Le 22 juillet, lord Salisbury autorise sir Claude Macdonald à informer le gouvernement chinois que l'Angleterre l'appuierait contre toute puissance commettant un acte d'agression parce que la Chine aurait accordé à un sujet anglais une concession de chemin de fer ou tous autres travaux publics.

L'extension des concessions européennes à Shanghai est demandée dans un meeting de la Chambre générale de commerce de cette ville dont plusieurs Français font partie. Ces Français se sont associés à la demande de la Chambre.

Le 17 septembre, lord Salisbury télégraphie à Pékin que le gouvernement anglais s'oppose à ce que des propriétés anglaises soient

incluses dans l'extension de la concession française.

Au sujet des troubles du cimetière de Ning-Po, à l'occasion de la prise de possession de cet cimetière par les Français, le consul anglais à Shanghai dit, le 21 juillet, que le 17 de ce mois le navire de guerre envoya cent cinquante hommes pour la protection de la concession française.

#### Sir C. Macdonald et M. Pichon

Le 13 septembre, sir C. Macdonald écrit à son collègue de France, M. Pichon, qu'il a appris que la France demandait une extension de sa concession à Shanghai; que dans cette extension se trouve compris un mille carré du côté de Pootung, sur lequel sont des propriétés anglaises dont les possesseurs feraient des objections s'ils devaient être placés sous un contrôle municipal exclusivement français.

Si ce district devait être placé sous le contrôle municipal cosmopolite qui existe en dehors de la concession française, personne ne pourrait faire d'objection.

####



leur de ma localité. Je ne lui vois pas une situation si brillante : une femme, deux ou trois enfants... il pousse même l'exagération sentimentale jusqu'à avoir une belle-mère. (On rit.)

Je ne sais pas combien on donne aux facteurs ruraux par kilomètre. Le facteur de mon pays me demandait ce qu'il gagnerait s'il allait de la terre à la lune.

Au tarif de l'administration, il n'aurait pas, à son retour, une belle situation et il ne pourrait pas se retirer à Nice, à l'époque où fleurit l'orange.

Je demande pourquoi les facteurs parisiens n'ont pas reçu la gratification habituelle à l'occasion de la distribution des cartes de visite ?

M. Mougeot, le sous-secrétaire d'Etat des postes, a répondu à M. Clovis Hughes que le Parlement était saisi d'une demande de crédits supplémentaires et que les facteurs recevraient prochainement cette bienheureuse gratification.

Ce point réglé, on a pu aborder la discussion des chapitres ; mais sur le chapitre premier, sans aller plus loin, une contestation s'est élevée qui a revêtu bientôt un caractère très vif et qui a mis aux prises, dans un dialogue violemment personnel, deux ou trois députés, autant d'anciens ministres, le rapporteur spécial des postes M. Berteaux, le rapporteur général de la Commission du budget M. Camille Pelletan, son président M. Mesureur et le sous-secrétaire d'Etat M. Mougeot. Une vraie mêlée, sans gants ni masques !

C'est M. Charles Bos, député de Paris, qui, sans le vouloir peut-être, a attaché ce grelot de bataille. Il lui a suffi de demander un relèvement de crédit de 9,500 francs pour déchaîner les colères. Vous entendez bien qu'il y avait de la politique sous cette roche. Cette somme représentait le traitement d'un fonctionnaire, le directeur du service central, nommé autrefois par M. Boucher, ministre du cabinet Méline et supprimé aujourd'hui, en manière de représaille, par la Commission du budget.

Au reste, M. Charles Bos, dans son petit discours, a très clairement exposé la question :

M. Charles Bos. — Le service central date de 1896 et des grandes appellations, il a tenu tous les jours de grands services. Il est nécessaire, en effet, qu'à côté du cabinet du ministre ou du sous-secrétaire d'Etat, il y ait un bureau technique centralisant les besoins préparés par les services.

Peut-être y a-t-il eu dans sa constitution une simple irrégularité, mais un chef d'administration a le droit de modifier l'organisation de son personnel, à la condition de passer par le Conseil d'Etat. (Mouvements divers.)

M. Camille Pelletan, rapporteur général. — C'est là une chose destructive de tous les droits de la Chambre, et je suis étonné de vous l'entendre soutenir.

M. Charles Bos. — Je suis aussi bon radical que vous, et je soutiens la thèse que je crois juste.

M. le rapporteur général. — C'est contraire à toutes les lois existantes. (Interruptions.)

M. Mesureur, président de la Commission du budget. — Un ministre a le droit de réorganiser son administration, en adressant un rapport au Président de la République, après en avoir saisi le Conseil des ministres et l'avoir soumis au Conseil d'Etat. C'est ce qui n'a pas été fait.

M. Charles Bos. — Il peut y avoir une simple irrégularité ; mais l'organisation actuelle existe depuis 1896.

M. Berteaux, rapporteur. — Le service central n'apparaît pour la première fois qu'au budget de 1890.

M. Charles Bos. — Il y avait auparavant un chef du bureau central, on l'appelle aujourd'hui le chef du service central.

Je demande le maintien de ce service. On ne peut pas, comme le propose le rapport, assimiler le chef du personnel des postes et télégraphes au chef du personnel de tout autre administration, car ce personnel comprend 70,000 agents. C'est M. Mesureur lui-même qui a demandé que le chef appelé à ce poste fut nommé chef du service du personnel. On voudrait qu'on exécutât à l'extinction à laquelle, moi, radical, je ne puis me prêter. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Exécution, le mot y est en toutes lettres, et je crois bien qu'en effet la rançonne politique s'était promis ce genre de plaisir. M. Berteaux a soutenu que la création de ce service central constituait une illégalité et qu'un simple arrêté ministériel ne pouvait pas faire échec à la loi. Il a insisté sur les graves abus qu'il croit avoir découverts dans le budget des postes et il a très adroitement grisé la Chambre à l'endroit qui la démange :

M. Berteaux. — J'aurais voulu relever les traitements du petit personnel, mais la Commission du budget n'acceptant pas d'impôt nouveau, m'a fait passer la tâche pénible de trouver des économies.

Nous avons dû par conséquent toucher à la partie sacrée du budget, mais par contre nous avions le devoir étroit de supprimer partout les abus et de mettre fin aux gaspillages (Très bien ! très bien ! à gauche). Nous le devons surtout dans l'intérêt de ce modeste personnel sur lequel on ne donnera jamais satisfaction si l'on défend, à leur préjudice, ceux qui sont placés plus près du soleil. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Je ne sais ce que fera la Chambre, mais je déclare que je ne me sentirais pas le courage de lutter pied à pied contre les amendements inspirés par un sentiment d'humanité, si elle votait un crédit que je considère comme inacceptable. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. Charles Bos. — C'est la première fois, je crois, qu'on voit un rapporteur spécial du budget poser en quelque sorte devant la Chambre la question de cabinet. (Applaudissements au centre et sur divers bancs.)

Vous le voyez, le débat s'anime et s'envenime. Le sous-secrétaire d'Etat, M. Mougeot, y intervient au bon moment, explique très clairement qu'on joue sur les mots, que le fonctionnaire créé par M. Boucher et supprimé par la Commission lui est indispensable, quel que soit le nom qu'il porte, et il travaille à repêcher ses 9,500 francs.

— Il s'agit de savoir, lui répond M. Camille Pelletan, rapporteur général du budget, si on a le droit d'introduire un fonctionnaire nouveau dans l'administration sans un vote de la Chambre ! Vainement M. Mougeot et M. Charles Bos répondent à M. Pelletan qu'il n'y a pas de fonctionnaire nouveau et que le nom seul de la fonction est changé, il s'obstine si énergiquement que la majorité commence à se douter de quoi il retourne. M. Delombre appuie M. Mougeot, M. Maréjols l'approuve, M. Boucher le félicite et le rétablissement du crédit est enlevé à la baïonnette par 434 voix contre 103.

Malheureusement, après la proclamation du scrutin, une voix se fait entendre : « Voilà une leçon de moralité politique ! C'est celle de M. Boucher qui s'est senti visé et qui se venge. Nouveau tumulte et nouveau choc ! M. Mesureur proteste. M. Boucher déclare qu'il maintient son mot. M. Berteaux jette à la tête

de M. Boucher les croix qu'il a données étant ministre. M. Boucher riposte et reproche à M. Berteaux sa décoration, comme maire de Chalon. M. Berteaux répond qu'il a été décoré comme agent de change.

Admirez le ton et le tour qu'a pris la querelle ! Ce qui paraît certain, c'est qu'on voulait monter un bateau à M. Boucher et que M. Boucher l'a fait couler aux applaudissements de la Chambre. M. Mougeot a profité de l'occasion pour obtenir un nouveau supplément en faveur de ses employés.

Avec tout cela, on a voté un chapitre, un ! Le spectre des douzièmes provisoires se montre de nouveau à l'horizon.

Pas-Perdus.

## LE SÉNAT

Nous aurons, vendredi prochain, l'interpellation de M. Joseph Fabre sur « les embauchages d'officiers ».

Nous avons eu hier une interminable conférence de M. Millies-Lacroix sur les caisses régionales de crédit agricole mutuel et, précédant ce monologue, le vote des projets relatifs à la nouvelle évaluation de la propriété non bâtie et aux candidats notaires.

On en a fini avec cette propriété et ces candidats ; mais les caisses régionales feront encore couler des flots d'éloquence.

P. B.

## Nouvelles Diverses

### LA CHARITÉ

Nous avons reçu : Pour les trois petites jumelles de Mme Devèze, rue de Lagny, « de la part de Mlle Solange », 40 fr.

### AU PARQUET

M. le juge d'instruction Fabre avait convoqué, hier, M. Jules Guérin, directeur de la Ligue antisémitique. M. Guérin s'est présenté, mais a refusé de répondre aux questions qui lui seraient posées si le magistrat ne lui faisait pas connaître les motifs qui avaient incité la justice à le poursuivre.

Le juge a passé outre et il dénouillera aujourd'hui les papiers et documents saisis chez tous les présidents de Ligues. Si les intéressés refusent de répondre à ses questions et persistent dans leur attitude, M. Fabre poursuivra son information et remettra son dossier au Parquet, en concluant, d'une façon comme de l'autre, à des poursuites.

De son côté M. le juge Pasques a entendu plusieurs journalistes qui se trouvaient présents quand s'est produit l'incident Drouillet-Habert.

### DRAME DU VITRIOL

Un drame du vitriol, dont voici les détails, s'est passé, hier, à trois heures de l'après-midi, dans le quartier des Gobelins, où il a causé une véritable indignation.

Un journalier, Antoine Fressinet, âgé de quarante-six ans, demeurant rue Frémicourt, vivait séparé depuis six mois de sa femme qui s'était placée comme bonne d'enfants, 40, rue Pascal. A diverses reprises il avait tenté de lui faire reprendre la vie commune, mais la malheureuse, lasse des brutalités qu'exerçait sur elle son mari, avait refusé. Fressinet jura de se venger d'elle. Sachant qu'elle se rendait presque chaque jour promener l'enfant de son patron boulevard Arago, il alla l'attendre sur cette voie où il la rencontre en face du n° 6. La femme Fressinet tenait à la main son fils Raymond, âgé de quatre ans, et portait dans ses bras l'enfant d'un autre, une charmante fillette de deux ans, Yvonne Clouet. Le misérable mari s'avança à sa rencontre et lui lança au visage le contenu d'une fiole de vitriol. Il atteignit au visage sa femme qui fut brûlée très grièvement, ainsi que le jeune Raymond et la petite Yvonne.

La foule allait l'écharper quand des agents intervinrent et l'emmènèrent au poste le plus proche.

Ses victimes, après avoir reçu des soins dans une pharmacie, ont été reconduites rue Pascal. Leur état est grave.

Une demoiselle Marie L..., demeurant rue Poissonnière, avait eu pour amant un nommé Melok. Cet individu avait eu des démêlés avec la justice et il fut, y a quelque temps, condamné à plusieurs mois de détention.

Sorti, avant-hier, de la nouvelle prison de Fresnes, où il avait subi sa peine, son premier soin, en arrivant à Paris, fut de se rendre chez son ancienne maîtresse ; mais celle-ci, qui avait été trop heureuse d'être débarrassée, refusa de le recevoir.

Le drôle, furieux de cette réception à laquelle il devait pourtant bien s'attendre, causa dans la maison un tel tapage que force fut de réclamer pour l'expulser le concours de la police.

Réquisitionné par le concierge, un sous-brigadier se rendit chez le malheureux, mais sans succès, à faire sortir le triste personnage, qui, une fois dans la rue, donna une si vigoureuse poussée à l'agent qu'il l'envoya donner de la tête dans la devanture d'une boutique. Et comme le sous-brigadier, qui par bonheur n'avait pas été blessé, revenait sur son agresseur, celui-ci lui porta un formidable coup de tête dans la poitrine. Enfin, les agents arrivèrent et Melok put être conduit au poste d'où il a été envoyé au Dépôt, sous la quintuple inculpation de vagabondage, d'outrages aux agents, de voies de fait, de menaces de mort et de contravention à l'arrêté qui lui interdit le séjour de Paris. Toutes les herbes de la Saint-Jean !

### PARIS LA NUIT

Plusieurs individus sortant, hier, vers une heure du matin, d'un bal de la rue Myrrha, se sont pris de querelle et en sont venus promptement aux mains. Des coups de revolver ont été échangés pendant la bagarre. Un ouvrier plombier, Jean Juguet, a reçu deux balles, l'une dans le dos, l'autre à la gorge, du côté droit.

Attirés sur le lieu de la bataille par le bruit des détonations, des gardiens de la paix sont accourus ; mais, à leur vue, les querelleurs ont pris la fuite. Les agents ont dû se borner à relever le blessé qu'ils ont transporté à l'hôpital Lariboisière, où son état a paru très grave.

Tout n'est pas rose dans la conquête d'une réputation. High-Life tailor, 142, rue de Richelieu, est certainement le fournisseur le plus en vogue de tout le monde élégant. Ses complets à 60 fr. 50 et ses pardessus couverts à 50 fr. 50 déconcertent si bien les rivaux, que ceux-ci ont publié que High-Life tailor était Anglais. Il n'en est rien ; et s'il a les meilleurs coupeurs de Londres, il occupe les meilleurs ouvriers de Paris. C'est une compensation.

Jean de Paris.

Mémento. — On a retiré de la Seine, hier matin, près du Pont-Neuf, le cadavre d'un homme âgé d'une trentaine d'années. On a trouvé dans les vêtements du noyé des papiers au nom de M. Henri Durbee, négociant à Lyon.

Un employé de commerce, Léon Alexandre, âgé de trente-huit ans, s'est tué, hier, chez lui, rue de Valenciennes, en se tirant un coup de revolver dans la tête.

J. de P.

## Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES DE LA SEINE. — L'affaire Urbain Gohier. Le verdict.

Les jurés arrivent les yeux rouges.

Songez donc ! On leur avait distribué, hier, des exemplaires de l'Armée contre la Nation. Pas plus de dix-huit heures pour lire 350 pages ! Il a fallu mettre les bouchées doubles. Dix minutes avant l'audience, on pouvait voir l'un de ces messieurs parcourant févreusement les derniers feuillets du livre, dans le but d'éclaircir sa religion, sur l'impériale de l'omnibus Gare Saint-Lazare-Place Saint-Michel.

A midi — la maladie de M. Vigné d'Oc-ton, cité comme témoin, étant établie par certificat du docteur Charles Floquet — la parole est donnée à M. l'avocat général Lombard, pour le réquisitoire.

D'après le ministère public, la publication de M. Urbain Gohier revêt un caractère de gravité que ne possèdent point certaines autres publications rédigées, même sous une forme plus violente.

— Dans l'Armée contre la Nation, il n'est pas dit, dit-il, d'articles écrits, ab initio, par un journaliste qui, le lendemain, est le premier à reconnaître ses propres exagérations. Rien de tel, en la circonstance. En lisant le volume, je trouve uniquement le dessein prémédité non de corriger les déficiences de l'administration militaire, mais, bien au contraire, le plan préconçu de porter atteinte à la dignité de l'armée et de jeter des germes d'indiscipline qui ne peuvent qu'être néfastes à la sécurité nationale.

M. Lombard prend à partie M. Natanson qui, d'après lui, s'est complu dans son œuvre.

Les injures et les diffamations dirigées contre l'armée, il la veut accroître leur portée en les réunissant dans un volume. M. Alexandre Natanson, éditeur, a consenti à lui prêter son concours. Le directeur de la Revue Blanche ne peut donc, en aucune façon, être assimilé à ces gérants de journaux, véritables hommes de paille, qui viennent parfois à vendre leur signature devant la justice la responsabilité d'articles dont ils ignorent le contenu. Avant de publier le livre incriminé, M. Natanson l'a lu d'un bout à l'autre. Associé à l'auteur, il est comme lui non seulement aux termes de la loi, mais en bonne logique, entièrement responsable.

Au tour des témoins. Une à une, l'avocat général reprend leurs dépositions, depuis les histoires du député Pastre jusqu'aux doléances des victimes « de la solidarité militaire », sans excepter les discours de M. Pelletan.

— M. Pelletan, dit M. Lombard, se plaint de ne pas voir clair dans les budgets de la défense nationale. Me permettra-t-il de lui donner un conseil ? Qu'il les étudie avec plus de soin...

Le mot a fait sourire.

Les diffamations de M. Gohier, continue le procureur, englobent à la fois chefs et soldats. Les uns et les autres sont également flétris. Que dis-je ! L'armée seule est-elle l'objet des attaques du prévenu ? Non, messieurs ! Il insulte la magistrature, le jury. Le regrette Président, M. Félix Faure, a été outragé même en sa personne et dans sa famille, par le rédacteur de l'Aurore !

M. l'avocat général ne manque pas d'habileté — de « rouerie », dira tout à l'heure M. Albert Clemenceau — en faisant des allusions à l'affaire Dreyfus et au procès Zola, qui lui paraissent de nature à impressionner plus profondément le jury.

— Messieurs, déclare-t-il, vous avez lu l'Armée contre la Nation. Je vous demande, en toute confiance, de dire ce que vous pensez de l'œuvre d'un homme qui, de sang-froid, a déversé sur des officiers respectables les plus blessantes injures et les plus graves diffamations.

Dans son livre, M. Gohier reproduit, quelque part, les paroles suivantes adressées à Hébert par Camille Desmoulins : « Je sais pas, malheureux ! que, quand les despotes de l'Europe veulent persécuter à leurs esclaves que Paris, cette ville renommée par ses lumières, est plongée dans la barbarie, ce sont des lambeaux de ta gazette qu'ils insèrent dans leurs feuilles ! » Vous ne souffrirez pas que l'étranger se fasse une opinion de notre armée par le livre de M. Gohier.

Breve suspension d'audience.

On sait que M. Urbain Gohier avait demandé à M. Jaurès de venir présenter sa défense devant le jury. M. Jaurès n'est pas inscrit au barreau. L'autorisation de prendre la parole au nom du prévenu lui fut refusée par le président des assises.

M. Albert Clemenceau n'essaye point d'élever le ton du débat. Il a dessein de répondre à l'argumentation du ministère public par l'exposé de faits, sans périodes oratoires.

— Un historien célèbre de la France — il est vrai que c'était un civil — nous rapporte, dans ses mémoires, « Dans ce débat, pas de parole vaine, pas de rouerie, j'apporterai des documents exacts.

Le procès intenté contre M. Gohier est un procès purement politique. Il faut être de mauvaise foi pour prétendre que l'auteur de l'Armée contre la Nation accomplisse une besogne néfaste. Le prévenu n'a qu'un but : rendre service au pays en dénonçant les abus. A l'occasion de vigoureuses campagnes concernant la marine, il a reçu des approbations de toutes sortes, même et surtout de la part de M. Lockroy, lequel, d'ailleurs, en a dit bien d'autres ! L'acquiescement s'impose.

Au cours de son long développement — à neuf heures du soir, M. Clemenceau parlera encore — le défenseur de M. Urbain Gohier passe en revue tous les passages du livre relevés dans la citation, en s'efforçant de démontrer que le prévenu n'a fait, en somme, que codifier en formules à l'emporte-pièce des opinions bien souvent produites avant lui.

— Connaissiez-vous M. Gohier ? dit-il. Pensé-est fallu que M. l'avocat général ne l'ait traité de « sauteur ». Allons donc ! Mais, consultez, je vous prie, les simples renseignements de police. On nous le montre vivant modestement avec sa mère ! Bonne conduite, moralité irréprochable », ajoutez rapport de police. Et travaillez !

Oui, certes, mon client est un travailleur. Il lit beaucoup surtout, compulse des documents que même les députés ignorent. Or, on connaît le résultat de ses recherches. Sont-ce des libelles odieux, comme M. l'avocat général n'hésite pas à le prétendre ? Demandons plutôt l'avis au général du Barail, au général Delloye, à M. Poincaré, à M. Deschanel — j'ai parlé de M. Lockroy. Voici leurs réponses.

M. Clemenceau donne lecture de plusieurs lettres aimables à l'adresse du prévenu d'aujourd'hui. Certains personnages le remercient « des renseignements précieux qu'ils ont puisés dans ses articles » !

— Ah ! messieurs, je sais bien que ces lettres n'ont point été envoyées à la suite de la publication du volume qu'on poursuit devant vous.

Mais êtes-vous bien sûrs que ce livre, l'Armée contre la Nation, contient des allégations différentes de celles dont, naguère, on félicitait son auteur ?

Nouveaux petits papiers. Ce sont des articles de MM. de Cassagnac, de Drumont, de Rochefort, de M. Jules Lemaitre, des vers de M. Coppée lui-même ! Visite inattendue, Lidoire et La Biscotte, de Courtelaine, entrent en scène. Encore des outrages à l'armée !

— En résumé, conclut M. Albert Clemenceau, M. Gohier a fait œuvre moralisatrice. Il l'édifie personne sans fournir des preuves. Je reconnais que le ton est violent, mais n'oublions pas que le volume est composé d'articles de journaux ! Le journaliste ressemble à un pilote : afin d'être entendu, force lui est de se munir d'un porte-voix.

Puissent d'autres écrivains suivre l'exemple de ce troubleur d'apothéoses. Ils nous éviteront ainsi, pour l'avenir, d'inscrire dans notre histoire des noms qui nous ont fait l'indigne des tour honteuses : Sedan, Metz, Paris...

Il est neuf heures et demie. Les jurés ont écouté, attentifs, les démonstrations du défenseur de M. Gohier. M. Paul Morel, qui assiste M. Natanson, promet d'être bref.

En réalité, constate-t-il, M. Natanson, qui a longtemps porté la robe d'avocat, n'a qu'un seul mot à dire pour être mis hors de cause. Le volume incriminé porte sur sa couverture les mots : « Edition de la Revue Blanche ». Or, la Revue Blanche a un gérant, ce me semble ; s'il avait voulu fuir le débat, mon client pouvait se dérober derrière lui.

M. Morel aborde ensuite une question juridique. Les articles de M. Gohier, publiés par l'Aurore à des milliers d'exemplaires n'ont pas été poursuivis. Pourquoi traduire, devant la Cour d'assises, l'éditeur d'un volume destiné aux chercheurs, aux bibliophiles ?

Il n'y a pas de délit sans mauvaise foi, déclare en terminant M. Morel : vous ne frappez pas un honnête homme, contre toutes les règles du droit, de l'équité, du bon sens.

Les débats sont enfin terminés. Les avocats ont parlé sept heures.

Vingt minutes de délibération.

Natanson et Gohier sont-ils coupables ?

— Non, prononce le président du jury d'une voix forte, avec un plaisir visible.

C'est l'acquiescement. De toutes parts, les braves éclatent. Les cris de : « Vive Gohier ! » se font entendre. On se presse autour du prévenu. Et, souriants, les jurés contemplent le spectacle !

George Grippon.

## Informations

Dans les ministères. — Le ministre des travaux publics a été chargé de représenter le gouvernement à l'inauguration du chemin de fer de Longeret à Divonne.

Dans les ambassades. — Le capitaine de vaisseau de Faubourget de Montferand est nommé au poste d'attaché naval à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg et aux légations de Copenhague et de Stockholm.

Les photographies du Président. — Tous les amateurs peuvent admirer, dans les ateliers de M. Eug. Froux, 5, boulevard Saint-Germain, la magnifique collection de photographies que l'habile photographe a faites de M. Loubet, Président de la République, en costume officiel, c'est-à-dire habit et grand cordon de la Légion d'honneur.

Banquet. — M. Casimir-Perier, ancien président de la République, présidera mardi prochain, 21 mars, le dîner mensuel de la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole des sciences politiques, qui aura lieu au Grand-Véfour.

## LA SOMATOSE

Tous les médecins, au début du printemps, conseillent aux convalescents et aux débilités de se soumettre au régime forliffant.

La Somatose, extraite des seules parties scientifiquement nutritives de la viande, est considérée comme le plus énergique des forliffants. Elle convient à tous les âges, à tous les estomacs, et se trouve dans toute pharmacie.

## Figaro à la Bourse

Mardi 14 mars.

C'est bien à cause de l'approche de la réponse des primes de quinquaine qu'on s'était un peu agité hier, vers la clôture : la baisse de l'Italien n'a été que le prétexte. Aujourd'hui encore, et jusqu'au moment où la réponse a été effectuée, on est resté hésitant et même faible, surtout en ce qui concerne le Rio et l'Extérieure. Mais ensuite, la bonne humeur a reparu, et nous avons eu une fin de séance ma foi très agréable. Ce qui prouve une fois de plus que le fond des tendances est très satisfaisant. Il n'est également à Berlin et à Vienne, et même à Londres, bien que les Consolidés aient « flanché » au début. Malheureusement, les affaires ne sont abondantes sur aucun de ces marchés ; et, à cet égard, nous ne sommes pas mieux lotis que nos voisins.

Ce sont les valeurs brésiliennes qui, en cette séance-ci, donnent l'exemple de l'activité — un exemple qui n'est pas assez suivi. Le 5 0/0 gagne plus d'un franc à 63 50 ; le 5 0/0 est en progrès de 1 fr. 35 à 72, la Minas Gerais monte de 350 50 à 363. L'Esperito Santo se relève, mais il aura son tour. D'autre part, le Suez a eu une véritable fusée de hausse, et gagne 35 fr. à 5,670, sur le bruit qu'un important diplomate français serait nommé membre du Conseil d'administration. Enfin, le Portugal, de son côté, prend une certaine avance à 27 02 ; des rachats ont été effectués, sans doute pour fêter la réunion, qu'on dit prochaine, des créanciers du Portugal à Paris — on plutôt de leurs délégués ; car s'il n'aurait des créanciers eux-mêmes, nous n'aurions jamais de place pour les loger, maintenant que le Champ-de-Mars est envahi par les ouvriers.

Nos rentes continuent à habiter le château de la Belle au bois dormant, et leur sommeil est à peine troublé par des variations de 2 centimes en plus pour le 3 0/0 à 103 1/2 et de 2 centimes en moins pour le 3 1/2 0/0 à 103 7/8. Au comptant, le 3 1/2 0/0 perd 15 centimes ; l'autre est immobile à 103. L'Italien à 95 35 après 95 50 ne réagit qu'une vingtaine de centimes sur les 60 centimes perdus hier ; il faut s'attendre à ce qu'il

soit très discuté tant qu'il sera question de la Chine. L'Extérieure espagnole progresse de 12 centimes à 58 65 après 58 20 et 58 90 ; le 6 0/0 cubain est en gain de 4 francs à 263 ; mais le 5 0/0 à 228 est plutôt un peu lourd, en quoi il ressemble aux chemins de fer espagnols, et surtout au Saragosse. Le 3 0/0 brésilien 1897 perd 5 centimes à 94 25, le 1898 30 centimes à 94 30. Le groupe turc ne sort pas de sa torpeur ; le C reste à 27 20, le D à 25 15. La Banque ottomane fléchit de 2 francs à 570.

Les établissements de crédit ont réparé et plus que réparé les dégâts dus au coup de vent de la fin de la séance d'hier. La Banque de Paris remonte de 12 fr. à 1,007, le Comptoir de 7 fr. à 697, le Crédit foncier de 3 fr. à 792, le Lyonnais de 2 fr. à 897. La Banque spéciale des valeurs industrielles reste à 368. C'est demain mercredi qu'a lieu l'émission des 400,000 actions nouvelles, émises à 145 francs. On versera 70 fr. en souscrivant et 75 fr. le 20 avril. J'ai dit que ces titres sont réservés par préférence aux propriétaires d'actions anciennes pour les trois quarts, et pour le reste aux porteurs de parts de fondateurs. Les premiers peuvent souscrire trois actions nouvelles pour quatre anciennes, et les seconds douze actions par part.

Chemins de fer toujours calmes. La Thomson-Houston perd 10 fr. à 1,435, les Voitures de 4 fr. à 660. Sur l'Oural-Volga à 544, reprise de 4 fr. Le Gaz est calme à 1,375. La Socovico remonte de 1,892 à 1,890. La De Beers est faible à 712. Le Rio perd 6 fr. à 980 après 977 et 985 ; le cuivre est mauvais à Londres. Les Tramways de Tours sont en légère mais nouvelle avance à 413.

Le Bourcier.

## MINES D'OR

Avant de songer à exploiter une mine du Rand, nous avons vu qu'il faut, tout d'abord, la « développer », c'est-à-dire fonder des puits (généralement deux par compagnie, pour que la ventilation s'établisse), et tracer des galeries à différents étages, permettant d'attaquer le minerai sur de nombreux points à la fois. Il faut, en d'autres termes, ouvrir la mine pour pouvoir aller prendre ce qu'elle contient.

Mais le développement a encore un but non moins important : c'est de reconnaître le gisement. Au fur et à mesure que les puits sont foncés et que les galeries sont tracées, on relève, de 3 mètres en 3 mètres, d'abord l'épaisseur de la couche aurifère, ensuite sa « teneur », c'est-à-dire la quantité d'or qu'elle contient. Pour cela, on fait ce qu'on appelle une « prise d'essai », ce qui veut dire qu'on abat une petite quantité de minerai du haut en bas dans toute l'épaisseur de la couche. Ce minerai est porté au laboratoire dans des sacs séparés, et il est analysé par le traitement au feu ; l'analyse indique la quantité totale d'or que le minerai contient à la tonne.

Les chiffres de la teneur en or et de l'épaisseur de la couche sont aussitôt inscrits à leur place respective sur un plan des travaux souterrains tenu dans les bureaux de la Compagnie, et qu'on nomme le « plan d'essai ». Il en résulte que ce document enregistre au jour le jour les fluctuations de la valeur de la mine. Car, si l'on peut dire que le Rand soit le gisement minéralisé le plus régulier du monde, il n'est cependant pas exempt de certaines failles (solution de continuité), et de certaines variations dans l'épaisseur et dans la teneur des couches.

L'étude préalable des particularités d'une mine, de ses parties riches, de ses parties pauvres et des accidents de terrain qui peuvent s'y rencontrer, permet au directeur de conduire son exploitation pour ainsi dire mathématiquement, et sans à-coups. Par conséquent, on peut mesurer les garanties qu'offre une mine à la quantité de minerai développée par avance qui existe dans ses travaux souterrains.

Henry Dupont.

## AVIS DIVERS

ASSURANCES SUR LA VIE  
Une affaire sérieuse. Un contrat qui embrasse toute la durée de notre existence doit réunir toutes les conditions possibles de sécurité.











